



**Convention sur l'élimination  
de toutes les formes  
de discrimination à l'égard  
des femmes**

Distr. générale  
19 septembre 2012  
Français  
Original: russe  
Anglais, français, espagnol et russe  
seulement

---

**Comité pour l'élimination de la discrimination  
à l'égard des femmes**  
Cinquante-quatrième session  
11 février-1<sup>er</sup> mars 2013

**Observations finales du Comité pour l'élimination  
de la discrimination à l'égard des femmes: Ukraine**

Additif

**Renseignements communiqués par l'Ukraine sur la suite  
donnée aux observations finales du Comité  
(CEDAW/C/UKR/CO/7)\***

---

\* Conformément aux informations communiquées aux États parties concernant le traitement de leurs rapports, le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.

## **Renseignements concernant ce qui a été fait pour appliquer les recommandations énoncées aux paragraphes 31 et 33 des observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes**

### **Renseignements relatifs au paragraphe 31 des observations finales (CEDAW/C/UKR/CO/7)**

1. Le problème de la traite des personnes, particulièrement des femmes et des enfants, concerne tout particulièrement l'Ukraine. Selon les statistiques du Ministère de l'intérieur, de 2010 à la fin de mai 2012, 554 infractions réprimées par l'article 149 du Code pénal (traite des personnes et autres ententes illicites impliquant des personnes) ont été enregistrées.
2. En 2010, 257 infractions ont été enregistrées pour 277 victimes, dont 204 femmes et 35 mineurs.
3. En 2011, 197 infractions ont été enregistrées pour 294 victimes, dont 214 femmes et 12 mineurs.
4. Au cours des cinq premiers mois de 2012, 109 infractions ont été enregistrées pour 128 victimes, dont 77 femmes et 7 mineurs.
5. Dans ce contexte, en 2010, l'Ukraine a signé et ratifié la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains.
6. Le Gouvernement ukrainien déploie d'importants efforts pour juguler ce problème. Le 20 septembre 2011, il a adopté la loi sur la lutte contre la traite des êtres humains.
7. Les principales dispositions de cette loi définissent un ensemble de mesures destinées à prévenir la traite des êtres humains, à la combattre et à venir en aide aux victimes.
8. Plusieurs actes juridiques normatifs élaborés par le Ministère de la politique sociale ont été adoptés dans le but de faciliter la mise en œuvre de la loi relative à la lutte contre la traite des êtres humains:
  - Décret du Conseil des ministres n° 29 du 18 janvier 2012 relatif au Coordonnateur national dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains, fonction dont a été chargé le Ministère de la politique sociale;
  - Décret du Conseil des ministres n° 350 du 21 mars 2012 relatif à l'adoption du programme social national intégré de lutte contre la traite des êtres humains pour la période allant jusqu'à 2015;
  - Décret du Conseil des ministres n° 417 du 23 mai 2012 relatif à l'adoption de la procédure de détermination du statut de victime de la traite;
  - Décret du Conseil des ministres n° 660 du 25 mai 2012 relatif à l'adoption de la procédure de versement d'une aide matérielle ponctuelle aux victimes de la traite.

Le Conseil des ministres est actuellement saisi d'un projet de décret relatif à un mécanisme national de coopération entre les différents acteurs de la lutte contre la traite des êtres humains.

9. Le programme social national intégré de lutte contre la traite des êtres humains pour la période allant jusqu'à 2015 vise principalement à prévenir la traite des êtres humains, à renforcer l'efficacité des poursuites engagées contre les auteurs de tels actes et à protéger les droits des victimes de la traite des êtres humains et à leur apporter une aide.

10. Ce programme prévoit concrètement: des mesures visant à améliorer la législation nationale concernant la lutte contre la traite des êtres humains et à l'harmoniser avec les obligations internationales en la matière; la mise en place d'un système de surveillance de l'activité des intervenants concernant la lutte contre la traite des êtres humains; l'organisation de campagnes d'information; l'amélioration de la formation des spécialistes travaillant auprès des victimes de la traite; l'organisation de l'assistance aux victimes.

11. Il est prévu, pour financer les mesures inscrites dans le programme, d'engager un budget de plus de 7 millions de grivnas (environ 3 millions étant versés par l'État, 1,5 million, par les collectivités locales et environ 2,8 millions, par d'autres sources autorisées par la loi).

12. Afin d'aider les victimes de la traite, un réseau d'établissements a été créé en Ukraine, à savoir 1 399 centres d'action sociale pour la famille, les enfants et les jeunes, 21 centres d'aide sociale et psychologique, 735 centres territoriaux d'action sociale, qui apportent des services juridiques, psychologiques, médicaux et consultatifs aux personnes en situation difficile, y compris aux victimes de la traite.

13. Pour permettre à l'État de mieux répondre aux besoins des citoyens les plus démunis, le Président ukrainien a pris des initiatives prévoyant la poursuite de la modernisation des services sociaux (décret présidentiel n° 1-1/598).

14. Pour ce faire, la loi portant modification de la loi sur le budget de l'État pour 2012 accorde une dotation supplémentaire aux collectivités locales, laquelle est destinée à recruter 12 000 travailleurs sociaux au sein des centres d'action sociale pour la famille, les enfants et les jeunes.

### **Renseignements relatifs au paragraphe 33 des observations finales**

15. L'article 24 de la Constitution dispose que tous les citoyens jouissent des mêmes droits et des mêmes libertés constitutionnels et sont égaux devant la loi.

16. Il ne peut y avoir ni privilège ni restriction à raison de la race, de la couleur, des convictions politiques, religieuses et autres, du sexe, de l'origine ethnique ou sociale, de la situation matérielle, du lieu de résidence, de la langue ou d'autres particularités.

17. L'égalité entre les sexes est assurée de la façon suivante:

- En garantissant aux femmes des chances égales par rapport aux hommes en termes de participation aux activités publiques, politiques et culturelles, d'éducation et de formation professionnelle, d'emploi et de rémunération du travail;
- En adoptant des mesures spéciales pour protéger l'emploi et la santé des femmes, et en leur accordant des allocations de retraite;
- En créant des conditions permettant aux femmes de concilier travail et maternité;
- En apportant une protection juridique et une aide matérielle et morale aux mères et aux enfants sous la forme, notamment, de congés payés et autres prestations versés aux femmes enceintes et aux mères.

18. Afin de créer les mécanismes législatifs propres à garantir le respect des dispositions de l'article 24 de la Constitution et de la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Parlement a adopté le 8 septembre 2005 la loi sur l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes.

19. Ladite loi porte sur: l'instauration de l'égalité des sexes; l'interdiction de la discrimination fondée sur le sexe; la mise en œuvre de mesures positives; la participation égale des femmes et des hommes à la prise des décisions communes importantes; des possibilités égales de concilier vie professionnelle et obligations familiales pour les femmes et les hommes; la sensibilisation de la population au principe d'égalité des sexes et le développement des activités éducatives dans ce domaine; la protection de la société contre les informations de nature à promouvoir la discrimination fondée sur le sexe.

20. Au cours de ces dernières années, des mesures ont été prises afin d'amplifier par une amélioration de la législation les tendances positives observées dans la promotion de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes en matière d'élection au sein de l'instance législative suprême et des instances législatives locales. Le 17 octobre 2011, le Parlement ukrainien a adopté une nouvelle loi sur l'élection des députés.

21. Aux termes de l'article 2, partie 8, de la loi, aucun privilège direct ou indirect ne peut être associé ni aucune restriction imposée aux droits électoraux des citoyens pour des motifs liés à leur race, la couleur de leur peau, leurs convictions politiques, religieuses ou autres, leur sexe, leur origine ethnique ou sociale, leur situation matérielle, leur lieu de résidence, leur langue ou autres particularités.

22. L'article 3, partie 5, paragraphe 1, de la même loi garantit l'égalité des droits et des chances de tous les candidats, partis et blocs électoraux souhaitant prendre part au processus électoral. Ce droit est garanti par l'interdiction d'accorder des privilèges ou d'imposer des restrictions aux candidats pour des motifs liés à leur race, la couleur de leur peau, leurs convictions politiques, religieuses ou autres, leur sexe, leur origine ethnique ou sociale, leur situation matérielle, leur lieu de résidence, leur langue ou d'autres particularités.

23. Le 15 mai 2012, le Parlement ukrainien a examiné en séance plénière un projet de loi modifiant certaines lois portant sur la garantie de l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes en matière d'emploi.

24. Le projet de loi a été élaboré dans le but d'assurer par des quotas une représentation paritaire des femmes et des hommes sur les listes présentées par les partis politiques et sur les listes électorales, au sein des instances législatives à tous les niveaux, et au sein du pouvoir central et des collectivités locales.

25. Il était proposé de faire en sorte que, sur les listes de candidats aux mandats de députés locaux présentées par les partis, pour chaque groupe de cinq candidats, on compte au moins deux personnes de chaque sexe.

26. La loi sur l'élection des députés ayant été adoptée entretemps, il a fallu réviser certaines des dispositions du projet de loi.

27. Le Comité des droits de l'homme, des minorités nationales et des relations entre les nationalités (près le Parlement) a repris ce texte et déposé un nouveau projet modifiant certaines lois portant sur l'amélioration de la législation instituant l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes.

28. Le nouveau projet de loi établit:

- L'interdiction de toutes les formes et de toutes les manifestations de discrimination et l'égalité d'accès à la fonction publique;

- L'interdiction de toutes les formes et de toutes les manifestations de discrimination et l'égalité des chances de tous les citoyens en matière d'accès à la fonction publique locale sur la base de leurs compétences professionnelles et de leur formation;
  - La désignation des membres du Conseil des ministres sur proposition du Premier Ministre en tenant compte de la représentativité des deux sexes;
  - L'interdiction de la publicité et des annonces à connotation discriminatoire et contraire au principe d'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes;
  - Le droit de toute personne ou de tout groupe de personne s'estimant victime de quelque forme ou manifestation de discrimination que ce soit pour des motifs de sexe de saisir le commissaire parlementaire aux droits de l'homme, le commissaire spécial du pouvoir exécutif central en charge des questions d'égalité des droits et des chances entre hommes et femmes, le vice-président de l'administration régionale, qui est également coordonnateur pour les questions relatives à l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes; le vice-président de l'administration locale, qui est aussi coordonnateur pour les questions relatives à l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes, les forces de l'ordre ou encore la justice.
29. En outre, le même projet de loi prévoit une redéfinition de notions telles que l'égalité de genre, la discrimination fondée sur le sexe, la discrimination directe ou indirecte fondée sur le sexe, le sexisme, le harcèlement, la calomnie ou les actions positives.
30. Le Ministère de la politique sociale s'attache tout particulièrement à promouvoir l'égalité des droits et des chances.
31. En 2012, le Ministère a élaboré un projet de programme social national pour la promotion de l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes à l'horizon 2016, dans le but d'introduire une dimension sexospécifique dans tous les aspects de la vie de la société.
32. Dans ce projet de programme, il est proposé de juguler le problème de l'inégalité de fait entre les hommes et les femmes par les moyens suivants:
- Amélioration de la législation nationale, avec, en particulier, son alignement sur les règles du droit international et européen;
  - Incitation faite aux employeurs pour qu'ils mettent en œuvre les normes européennes en matière d'égalité entre les sexes dans le domaine de l'emploi;
  - Mise en œuvre des mesures destinées à donner aux femmes comme aux hommes la possibilité de concilier activité professionnelle et obligations familiales;
  - Développement des compétences décisionnelles nécessaires pour permettre aux femmes de participer aux décisions et à l'activité entrepreneuriale, avec un accent particulier sur les femmes en milieu rural, les femmes issues des minorités nationales et les femmes ayant des besoins particuliers;
  - Formation de spécialistes s'occupant des questions relatives à la promotion de l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes;
  - Travail d'ensemble visant à intégrer une approche sexospécifique dans le système éducatif à tous les niveaux;
  - Organisation de campagnes éducatives associant les médias, les établissements culturels et les établissements d'enseignement et destinées à promouvoir l'égalité entre les sexes et à éliminer les stéréotypes sexistes;

- Mise en œuvre des obligations internationales, conventionnelles et autres, contractées par l'Ukraine en matière de garantie de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes;
- Promotion des objectifs du programme national auprès des organisations internationales et non gouvernementales dont l'activité est orientée vers la promotion de l'égalité des droits et des chances entre les hommes et les femmes dans la société.

33. Par sa décision n° 354 en date du 3 mai 2012 portant modification de sa décision n° 1087 en date du 5 septembre 2007, le Conseil des ministres a reconduit le Conseil interministériel sur les questions familiales, l'égalité des sexes, le développement démographique, la prévention de la violence intrafamiliale et la lutte contre la traite des personnes, dont la composition a été arrêtée par ordonnance du Ministère de la politique sociale.

34. Pour qu'il soit donné suite efficacement et promptement aux plaintes et requêtes pour des faits de discrimination fondés sur le sexe, un conseil d'experts consultatif chargé d'examiner les communications reçues sur des cas de discrimination fondée sur le sexe a été constitué près le Ministère de la politique sociale.

---